

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON
Conseil Syndical du 13 septembre 2017

- **Rapport pour information n° : R03-2017**
- **Objet : Nomination du Surveillant portuaire du SMPBA et délégation de signature**

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;

Vu le résultat de la CAP du Département du 30 juin 2017 validant le transfert des agents du département au Syndicat Mixte ;

L'article 2 des statuts du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon prévoit que le Syndicat Mixte assure la gestion du domaine portuaire relevant de sa compétence, y compris d'y assurer la police portuaire.

Le code des transports prévoit l'exercice de la Police Portuaire dans les articles L5331-5 et suivants :

Ainsi, dans les ports maritimes de commerce, de pêche ou de plaisance relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements, l'exécutif de la collectivité territoriale ou du groupement compétent est l'autorité portuaire (AP). Par ailleurs, l'Article L5331-6 prévoit que dans les (autres) ports maritimes relevant des collectivités territoriales et de leurs groupements, l'exécutif de la collectivité ou du groupement compétent est l'autorité investie du pouvoir de police portuaire (AIPPP):

L'Article L5331-7 précise :

« L'autorité portuaire exerce la police de l'exploitation du port, qui comprend notamment l'attribution des postes à quai et l'occupation des terre-pleins. Elle exerce la police de la conservation du domaine public du port. »

Et l'Article L5331-8 précise par ailleurs :

« L'autorité investie du pouvoir de police portuaire exerce la police du plan d'eau qui comprend notamment l'organisation des entrées, sorties et mouvements des navires, bateaux ou autres engins flottants. Elle exerce la police des marchandises dangereuses. Elle contribue au recueil, à la transmission et à la diffusion de l'information nautique. »

L'exercice du pouvoir de police portuaire fait appel à un ou plusieurs surveillants portuaires dont le rôle, l'agrément et l'aptitude sont précisés ainsi :

- Article L5331-13

« Dans les ports où il est investi du pouvoir de police portuaire, l'exécutif de la collectivité territoriale ou du groupement compétent peut désigner, en qualité de surveillants de port, des agents qui appartiennent à ses services. Les surveillants de port exercent les pouvoirs attribués aux officiers de port et aux officiers de port adjoints par les dispositions du présent titre et les règlements pris pour leur application. »

- Article L5331-15

« Les surveillants de port et les auxiliaires de surveillance sont agréés par le procureur de la République de leur résidence administrative. Ils prêtent serment devant le tribunal de grande instance. Lorsque la moralité de la personne ou son comportement se révèle incompatible avec l'exercice de ses missions, le procureur de la République, de sa propre initiative ou à la demande de l'autorité administrative ou de l'employeur, peut retirer l'agrément après que l'intéressé a été mis en mesure de présenter ses observations. En cas d'urgence, il peut prononcer la suspension immédiate de l'agrément. »

- Article L5331-16

« Les conditions d'aptitude professionnelle et d'honorabilité exigées pour l'attribution de la qualité de surveillant de port et d'auxiliaire de surveillance sont précisées par décret en Conseil d'Etat. »

Parmi les agents départementaux faisant l'objet d'une mise à disposition au Syndicat Mixte, Fabrice WEBER, actuellement surveillant portuaire des ports départementaux, dispose des qualifications et des compétences requises pour l'exercice des missions de surveillant portuaire sur l'ensemble du périmètre dépendant du SMPBA.

C'est pourquoi, j'ai prévu de prendre un arrêté de désignation de Fabrice WEBER en tant que commandant de port des ports dépendant du SMPBA et de lui confier les délégations de signatures nécessaires à l'exercice de ses missions de surveillant portuaire. Jean-Claude RIEU, actuellement surveillant portuaire de la commune d'ANDERNOS les BAINS, disposant des qualifications et des compétences requises pour l'exercice des missions de surveillant portuaire, sera sollicité pour son intérim en cas d'absence.

Conclusion :

Je vous propose de prendre acte de cette nomination et des délégations qui en découlent.